

La démarche RSE appliquée aux laboratoires de biologie médicale



ipopha-Stockphoto

La démarche RSE (responsabilité sociale et sociétale des entreprises) consiste à mettre en œuvre le concept de développement durable dans une entreprise. Quels en sont les étapes et les freins dans les laboratoires en 2020 ?

Réduire les impacts environnementaux, les conséquences sur la santé humaine, créer du lien social et optimiser les dépenses de santé. Voici la liste non exhaustive des résultats attendus d'une démarche RSE, selon Olivier Toma, fondateur de l'agence RSE Primum Non Nocere, spécialiste du développement durable dans le secteur de la santé à Béziers. « Très peu de laboratoires s'y sont investis à l'heure actuelle », constate Olivier Toma lors des JIB 2019. Le Dr Isabelle Prola, biologiste médical, LaboSud-Provence groupe Inovie à Marseille, partage ce sentiment : « nous nous sommes engagés dans cette démarche il y a un an. Mais pour le moment, nous n'avons pas identifié d'autres laboratoires privés avec qui échanger sur nos retours d'expérience. En revanche, certains laboratoires hospitaliers y réfléchissent sérieusement ». Pourtant, « quand on sait que le coût de traitement des déchets va être multiplié

par quatre en 2023, il y a urgence à anticiper dès à présent, car le processus de mise en place de la démarche est long », déclare Olivier Toma. « On assiste à une prise de conscience progressive sur le terrain. Aujourd'hui, nous sommes face à un véritable tournant : les entreprises se demandent comment mettre en place cette démarche, et non plus pourquoi la mettre en place. Malheureusement, la plupart du temps l'un des points de blocages majeurs se trouve au niveau des décisions politiques », détaille-t-il.

L'économie circulaire

Que signifie concrètement la mise en place d'une démarche RSE pour les laboratoires de biologie médicale ? « La RSE est la mise en place du concept de développement durable dans une entreprise. Et cela ne concerne pas uniquement les déchets »,

Quid de la RSE dans la crise du Covid-19 ?

Masques à usage unique jetables, désinfectants agressifs...

« Les sociétés de DASRI n'arrivent plus à stocker les déchets dangereux, il n'y a plus assez de centrales d'enfouissement et d'incinération dans le monde pour traiter tous ces masques », témoigne Olivier Toma, fondateur de l'agence RSE Primum Non Nocere. Alors existe-t-il des alternatives moins nocives pour l'environnement à ces solutions trouvées dans l'urgence de la crise ? Entre le 17 et le 27 avril, la parole de 2 250 professionnels de santé, dont 62 % exercent dans un établissement qui accueille des patients atteints du Covid-19, a été recueillie par le Comité pour le développement durable en santé (C2DS), l'agence Primum Non Nocere et BVM communication. La grande majorité des répondants (93,7 %) souhaite agir pour que les établissements sanitaires et médico-sociaux « deviennent exemplaires concernant leur gestion des déchets, des transports, de la consommation d'énergie, de la qualité de vie au travail, etc. ». En revanche, ils ne sont que 1 sur 5 (18,8 %) à compter sur un engagement collectif, comme celui manifesté contre la pandémie pour combattre le changement climatique. Par ailleurs, seul un tiers d'entre eux établissent un lien entre la pandémie et le changement climatique causé par nos modes de vie moderne. « Ces résultats nous confortent dans notre volonté de déployer une politique RSE dans les établissements sanitaires et médico-sociaux », affirment les organisateurs du sondage. Une première piste pourrait être de « promouvoir les équipements de protection à usage multiple et fabriqués sur notre territoire »...

avertit Olivier Toma. La réduction de la consommation d'énergie, d'émissions de gaz à effet de serre, la santé environnementale, la qualité de vie au travail, la prévention des risques chimiques et de l'exposition aux perturbateurs endocriniens, la qualité de l'air intérieur, la réduction du matériel à usage unique, les achats responsables, sont autant de composantes de la démarche RSE. « La clé pour les laboratoires ? La mutualisation, notamment de l'évacuation des déchets, à l'échelle des territoires. Il faut créer une économie circulaire, c'est-à-dire que les déchets des uns deviennent la matière première des autres. Cela réduit les risques environnementaux, les risques pour la santé humaine et crée des emplois locaux », révèle Olivier Toma. Par exemple, la collecte des ciseaux à usage unique utilisés pour couper le cordon ombilical dans les maternités ; « à l'échelle d'une maternité, le volume généré (200 kg par an) est trop faible pour

envisager un recyclage. En revanche, sur un territoire, cela commence à devenir intéressant », illustre-t-il.

Au-delà des déchets, « il convient aussi d'agir sur les achats », insiste le spécialiste du développement durable. « Si chaque laboratoire choisit systématiquement le produit qui possède le grammage le plus faible (au niveau des contenants), par exemple pour les solutions hydroalcooliques dont la qualité est égale par ailleurs, la profession entière réduira rapidement son impact. C'est l'éco-conception des soins », affirme-t-il. Après s'être interrogé sur les impacts générés par son activité, on peut lister ainsi les étapes clés de la mise en place d'une démarche RSE : diagnostic initial, définition d'indicateurs, mise en place d'un plan d'action, partage des solutions qui fonctionnent avec les autres LBM.

La RSE, en pratique

Le Dr Isabelle Prola, témoin de l'entrée dans la démarche RSE du groupe Labo-Sud-Provence, constitué de 58 sites, un plateau technique localisé à Marseille, et 440 salariés, amorcée un an auparavant et accompagnée par l'agence Primum Non Nocere. « Tout est parti de la prise de conscience, lors de la Journée des océans 2018, de la trop grande consommation de plastique dans nos laboratoires » se souvient-elle. « La première étape a été de convaincre la direction que des économies conséquentes allaient être réalisées. Cela a beaucoup joué dans la mise en place du projet », précise-t-elle. Et ce d'autant plus qu'à terme, la ville de Marseille ne prendra plus en charge les déchets des LBM, aspect qui représente déjà un problème financier majeur, avec un coût de 3 000 euros pour 4 000 litres par semaine, « ce qui correspond seulement au volume de cartons pliés sur un plateau technique par semaine ! », contextualise la biologiste.

La décision prise, « une commission « développement durable » a été créée, avec la réduction des déchets comme axe prioritaire, en incluant le lien social et la qualité », relate le Dr Prola. Cette mise en place de

la RSE s'est inscrite dans la continuité de la démarche de qualité de vie au travail, déjà présente. Du côté du personnel, plutôt favorable au projet et sensible à la notion de laboratoire « pollueur », le développement durable est vécu de façon un peu lointaine ; « la commission des utopistes », sourit Isabelle Prola.

En pratique, « nous recensons tous nos déchets sur l'ensemble de nos sites pré- et post-analytiques. Les déchets DASRI (déchets d'activités de soins à risques infectieux) représentent la part la plus importante : beaucoup d'objets sont jetés dans ces poubelles sans raison », décrit-elle. L'objectif ? Réduire ces déchets à un petit conteneur par site. Une difficulté supplémentaire émerge avec les emballages non contaminés, étiquetés DASRI. « Ces emballages ne nécessitent pas d'être traités comme des DASRI. Pourtant, si le logo est présent, il est impossible de les

recycler avec les déchets d'activité économique (DAE) », déplore le Dr Prola. Et, ces emballages constituent un grand volume lors des livraisons. « C'est là qu'intervient la problématique des achats responsables : on doit être exigeants en tant qu'acheteurs et réclamer moins d'emballages », commente Olivier Toma. Au quotidien, cela n'est pas si simple. « Nous contactons tous nos fournisseurs pour leur demander quelle est leur politique de développement durable. Même si, dans la plupart des cas, nous n'avons pas vraiment le choix », regrette Isabelle Prola. « Cela prendra du temps, mais la solution est entre vos mains : la mise en place de ces pratiques, du diagnostic à la mutualisation, permettra à l'ensemble de la profession de réduire progressivement son impact sur l'environnement », projette Olivier Toma.

Nadia Bastide-Sibille

“

Le coût du traitement des déchets va être multiplié par quatre en 2023.

Olivier Toma

FONDATEUR DE L'AGENCE RSE PRIMUM NON NOCERE, SPÉCIALISTE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ À BÉZIERS

Pour ses 20 ans, DiaGDirect fait peau neuve !

DiaGDirect
Health

Le portail de Dématérialisation
Des Professionnels du Diagnostic In Vitro
Et du Domaine de la Santé

Retrouvez dès maintenant
notre site institutionnel
www.giediagdirect.com

Et pour début 2021
Notre nouvelle plateforme opérationnelle

Groupement d'Intérêt Economique DiaGDirect
contact@giediagdirect.com